

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!

DÉCLARATION:

Augmentation du chômage, baisse régulière du pouvoir d'achat tentatives de généraliser la flexibilisation des horaires et conditions de travail, augmentation du travail précaire, individualisation des rapports sociaux contre le contrat collectif, salaires au mérite. Décrets Dufoix-Seguin conduisant au démantèlement de la sécurité sociale, et volonté d'intégrer les syndicats par États généraux interposés, poursuite du saccage de l'école publique laïque avec la complicité ouverte de la FEN, qui après avoir revendiqué et applaudi à la décentralisation, vote avec la CFDT et le CNPF, au *Conseil économique et social*, le scandaleux rapport Andrieux. Droit de grève menacé par une nouvelle réglementation.

- Juges qui se prononcent sur la nature des revendications, ouvrant ainsi les voies de l'arbitrage obligatoire;

- Projet de financement public des partis politiques, donc contrôle de l'État sur leur fonctionnement, ce qui constituera une atteinte à l'indépendance et aux libertés démocratiques, notamment au droit d'association.

- Mêmes dangers pour les organisations syndicales, dans la mesure où les projets de cotisations directement retenues sur la feuille de paie ne sont pas enterrés, pas plus que ne sont abandonnées les idées, là aussi, de financement public, au prétexte que les syndicats jouent un rôle social important, et qu'ils pourraient ainsi pratiquer davantage le «*syndicalisme à bases multiples*» qui viendrait se substituer au syndicalisme de revendications, «*de services*».

- Préparation de la mise en place de l'acte unique européen comme pièce maîtresse de l'ajustement des économies des pays européens aux nécessités de la crise mondiale, avec la volonté patronale et des gouvernements d'harmoniser à la baisse les législations du travail.

Face à cette politique réactionnaire accentuée plus particulièrement depuis 1982, toutes les actions de résistance de la classe ouvrière sont justifiées.

Après la grève générale des cheminots, de la RATP, de l'EDF, des marins en 1986, après la grève de 24 heures dans la fonction publique le 21 octobre 1986, après les manifestations du 1er octobre 1987 de la CGT, celle, nationale, interprofessionnelle (et réussie) de la CGT-FO le 3 octobre 1987 après la nouvelle grève de 24 h des fonctionnaires, le 15 octobre dernier, il est clair pour les salariés que ces actions sont insuffisantes. C'est donc, pour la classe ouvrière, la perspective du «*tous ensemble*», de la grève générale, qui soit s'ouvrir face à l'extraordinaire déploiement de moyens anti-ouvriers, c'est cette idée qu'il faut développer, organiser. Les anarcho-syndicalistes de l'UAS sont aussi bien placés que quiconque pour savoir le rôle irremplaçable que jouent les syndicats ouvriers indépendants, confédérés, comme moyens de défense permanente des intérêts de classe. Mais dans la perspective de la grève générale, les anarcho-syndicalistes soutiendront les formes d'organisations que mettront en place les travailleurs eux-mêmes, y compris les comités de grève, élus démocratiquement dans l'unité, faisant toute leur place aux syndicats.

Cette conception de l'unité, pour l'action, s'oppose à l'union des directions bureaucratiques dont l'objectif est d'empêcher la généralisation de l'action de l'ensemble des salariés.

Les militants de l'UAS n'ont eu de cesse de lutter contre la montée du néocorporatisme, un des avatars de la doctrine sociale de l'église catholique. C'est parce qu'ils entendent confirmer ce combat qu'ils

dénoncent, et dénonceront, les projets de «*recomposition syndicale*», autour d'un axe FEN-CFDT courroie de transmission du parti néo-socialiste. A ce propos, l'UAS aura l'occasion de développer cette question importante: *Quelle est, aujourd'hui, la vraie nature du P.S.?*

Nous le ferons, non par vain souci polémique, mais parce que nous sommes convaincus que tout regroupement ouvrier indépendant doit se faire sur des bases claires. C'est ainsi qu'on peut, d'ores et déjà poser une question: que penser d'un «*parti socialiste*» dont le leader de l'aile gauche, Poperen, préconise, en cas de victoire électorale, et comme moyen de préserver la paix sociale, la mise en place d'un «*nouveau contrat social*», basé sur un accord cadre national tripartite, Etat-patronat-syndicats? A cette conception de l'organisation de la société, Léon Blum avait eu l'occasion de répondre, en 1933, par son fameux «*je suis épouvanté*», aux néo-socialistes, dont on sait comment et où ils ont terminé leur carrière politique. Contre la monstrueuse déviation stalinienne, contre les capitalisations sociales-démocrates, aujourd'hui contre les néo-corporatismes, des militants, ont, de tout temps, cherché à reconstruire une organisation politique distincte du PCF ou du parti socialiste SFIO.

A coté des courants et organisations anarchistes, anarcho-syndicalistes depuis la 1ère internationale, des trotskistes, depuis la révolution soviétique, ces tentations se sont multipliées. Nous ne les détaillerons pas dans ce texte, mais nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement. Mais on peut dire, que du *Rassemblement Démocratique Révolutionnaire*, après la Deuxième Guerre mondiale, au PSA, à l'UGS, puis au PSU, sans parler des groupes d'opposition dans le PCF, pour arriver aujourd'hui aux rénovateurs derrière Pierre Juquin, la plupart de ces tentatives ont ceci de commun qu'elles ne se situent pas sur un terrain de classe, que leurs initiateurs expliquent que le capitalisme a évolué, changé, que les rapports de productions ont connu de tels bouleversements, que la notion même de classe ouvrière disparaît. Sans compter, et ce n'est pas le moins important, que la laïcité de l'école et de l'État devient une conception archaïque. L'influence perverse des chrétiens-sociaux prend là toute sa dimension.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, le mouvement des rénovateurs, avec l'aide de la LCR, prétend s'organiser autour de l'idée «*d'un nouvel espace social*», «*d'une autre culture*». Rien sur l'indépendance de classe, rien sur la laïcité, rien sur l'internationalisme.

Les mois qui viennent seront incontestablement marqués par l'élection présidentielle de 1988.

Les anarcho-syndicalistes ne définissent pas leur position par rapport au clivage pernicieux «*droite-gauche*», dans lequel les partis se réclamant de la classe ouvrière (PC-PS) ou les «*rénovateurs*» et autres «*convergents*» entendent l'enfermer.

Aujourd'hui, comme hier, et demain, le rôle de l'UAS (dont les militants ne sont pas orphelins de la gauche) consiste à démystifier le principe-même de l'électorisme pour autant qu'il est défini comme le moyen pour les travailleurs, d'obtenir la satisfaction de leurs revendications, et de hâter leur émancipation. A cet électorisme-là, les anarcho-syndicalistes opposent l'action directe, c'est-à-dire l'action directement exercée par les travailleurs eux-mêmes, au moyen des organisations indépendantes qu'ils construisent eux-mêmes, notamment les syndicales.

Les anarcho-syndicalistes constatent que l'abstentionnisme ouvrier, persistant et se développant, exprime le rejet de la politique anti-ouvrière des gouvernements PCF-PS. Si nous nous réjouissons de ce phénomène, nous ne pouvons nous en satisfaire, dans la mesure où à l'étape actuelle, cet abstentionnisme ne se concrétise pas en termes d'organisation.

Or, reconstruire un mouvement ouvrier indépendant, se situant sur un terrain de classe, reconstituer une authentique représentation politique de la classe ouvrière (1), est une nécessité majeure, à laquelle les anarcho-syndicalistes, non seulement ne peuvent être indifférents, mais à laquelle ils ne peuvent se soustraire. C'est parce qu'ils ont cette préoccupation que des militants de l'UAS ont participé à des débats publics, organisés par des sections du MPPT. Ils continueront à le faire, dans le cadre de la démocratie ouvrière en apportant leur analyse spécifique, non seulement pour dénoncer simplement les «*trahisons des appareils*», mais aussi pour contribuer à dévoiler la vraie nature du stalinisme, ou du PS, totalement noyauté et inféodé par les tenants du corporatisme et du catholicisme social.

Mais participer, à part entière, au débat, signifie aussi que l'UAS doit se donner des moyens d'expression

(1) au sens où l'était par exemple, entre autres la CNT et la FAI en Espagne, ne peuvent se soustraire.

propres, plus efficaces, en rapport avec sa représentativité réelle en tant que courant traditionnel du mouvement ouvrier, et correspondant aux nécessités du moment.

C'est pourquoi, le comité fédéral de l'UAS, réuni les 28 et 29 novembre 1987, décide de convoquer l'assemblée générale qui décidera de ces moyens. Le comité fédéral de l'UAS a pris connaissance de la décision du congrès traditionnel du MPPT de présenter la candidature du camarade Pierre Bousset-Lambert aux élections présidentielles.

Au-delà des divergences théoriques non résolues qui différencient les révolutionnaires, notamment sur le problème de l'État et du parti, compte tenu de nos appréciations précédentes sur l'électoratisme, l'UAS enregistre et analyse cette candidature du MPPT, comme la volonté politique, à un moment donné, de présenter à la classe ouvrière la possibilité d'un vote sanction contre la trahison du PC et du P.S., de permettre aux travailleurs de ne pas se réfugier dans l'abstention passive, d'être un moyen, circonstanciel, pouvant aider au renforcement d'un mouvement ouvrier de classe, donc indépendant, et cela sans que soit entretenue la moindre illusion sur les élections en tant que telles.

En ce sens, mais en ce sens seulement, dans les circonstances actuelles, parce qu'elle va nécessairement provoquer des débats indispensables parce qu'il signifie l'affrontement avec tous les partisans du consensus qu'elle contribuera à démasquer, la candidature du militant ouvrier Pierre Bousset-Lambert est utile. En tout état de cause, pour les militants ouvriers se réclamant de la lutte des classes, la perspective essentielle à développer est celle de la grève générale. A la préparation de cette grève générale, l'UAS, comme elle l'a toujours fait, consacrera tous ses efforts, en accord, dans toute la mesure du possible, avec les organisations et les militants de différentes tendances qui entendent refuser le consensus, l'union nationale.

**L'Union des Anarcho-Syndicalistes,
novembre 1987.**

AVANT LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES: RAYMOND BARRE, DANGER IMMÉDIAT!

Obsession de l'austérité, mépris des formations politiques, séduction extrême de l'idéologie de Vichy, telles sont les 3 assises de la démarche de Raymond Barre.

Goût personnel? Schéma d'avenir? Exécution fidèle aux exigences d'un groupe financier international duquel il dépend? Le tout à la fois probablement pour l'ancien ministre de Giscard, homme de paradoxes et homme sous influence.

LE PARADOXE DU COMÉDIEN:

Les Français réagissent au «*phénomène*» Raymond Barre, comme ils réagissent au phénomène *LE MONDE*, et au «*phénomène*» ROCARD.

C'est-à-dire qu'ils aiment bien les trois, puisqu'ils donnent à leur manière, une image de «*sérieux*». Image superficielle et évidemment usurpée.

Pour figurer en bonne place, dans les sondages, désormais, il faut paraître «*sérieux*». Ne rien faire par exemple, étant jugé plus «*sérieux*» que de tenter quelque chose, avec le risque toujours possible d'erreur.

Raymond Barre est jugé sérieux. On passera sur la tarte à la crème du «*meilleur économiste de France*» pour s'arrêter à la comédie de l'Apolitisme et au mépris des partis, qui est déjà en soi révélateur.

Premier paradoxe: la volonté de Raymond Barre de prôner la rigueur. (Rigueur qui ne pourra parfaitement

s'appliquer, que dans la mesure où l'on culpabilisera les futures victimes. C'est-à-dire, l'ensemble d'une population et des travailleurs) et dans le même temps de tenir un langage populiste.

Ce type d'action et de démagogie avaient fait les beaux jours du régime de Vichy et de ses théoriciens, anciens hommes de gauche et catholiques sociaux.

Aujourd'hui, ces catholiques sociaux ont noms : STASI, STOLERU, MAIRE et quelques-uns... les «*Hommes de Gauche*» BEREGOVOY, DELORS, ROCARD, et quelques autres.

Où le comédien atteint sa perfection, c'est au cours d'une de ses dernières représentations. Il déclamaient alors: «*Oui au travail, oui à la famille, oui à la patrie... mais dans une France Libre*».

Et le meilleur «*économiste de France*» venait de créer ainsi le premier parti Pétaino-Gaulliste.

Raymond Barre est encore farouchement anti-communiste. Il l'a dit, écrit et confirmé. En même temps, il est farouchement pro-soviétique (et l'on verra pourquoi). Un récent rapport du Quai d'Orsay, le désigne même comme le Favori de Moscou aux présidentielles de 1988.

Autre paradoxe: l'attitude, jugée selon les hagiographes du Général de Gaulle et politologues en tous genres, ô combien gaulliste de Raymond Barre.

Or, Raymond Barre déteste, malgré ses allures précisément hyper-nationales, la seule idée de la Nation.

La Région, voire la Province - peut-être la cité lacustre de la préhistoire est pour lui, l'organisation rêvée. C'est un champion «*gaullien*» de la décentralisation et de ses méfaits, chaque jour observés.

C'est également un champion gaullien qui appartient depuis toujours aux mouvements européenistes qui sont, comme chacun sait, à l'opposé du gaullisme.

S'il avait vécu en 1815, Raymond Barre aurait été l'un des meilleurs acteurs de la «*Sainte Alliance*».

En matière de défense, Monsieur BARRE passe aujourd'hui pour l'homme politique français le plus opposé à «*l'option zéro*» de M. Gorbatchev, donc insoupçonné de collusion avec le premier secrétaire du P.C. de l'Union Soviétique. Mais, dans le même temps, (et là, ce ne sont pas seulement des déclarations mais un engagement) il reste opposé à l'*Initiative de Défense Stratégique américaine* («*Guerre des Étoiles*»).

L'extrême droite française avait noté ce dernier point.

Pour se faire pardonner, Raymond Barre a donc pris des contacts étroits avec M. LE PEN, pour le rassurer et peut-être passer un accord (pour le second tour) par l'intermédiaire de son ami (de la commission trilatérale) Jean-Claude Casanova.

Le paradoxe, ou le double langage de Raymond Barre - tantôt réactionnaire, tantôt progressiste - est un choix et une méthode au service de la Synarchie.

Le système économique appliqué à Vichy et comprenant les graciosités que sont le régionalisme, l'intégration syndicale, qu'avait tenté de mettre en œuvre notamment Jean Monnet, ont trouvé une nouvelle mouture, un nouvel essor dans le «*barrisme*».

Au premier degré, le barrisme c'est «l'état corporatiste», au second degré ce sont les «institutions mondialistes» mises en place par et pour la Trilatérale.

C'est surtout le démantèlement de la démocratie et du système républicain honni, banni, vilipendé. M. Edmond de Rothschild lui-même, membre de la commission trilatérale, l'a fort bien résumé dans la revue *Entreprise* de juillet 1970. Il déclarait alors: «*La structure qui doit sauter, c'est la Nation*». Édifiant!

LE FILS NATUREL:

Le passé de Raymond Barre et ses appartenances sont révélateurs de la pensée politique du personnage.

Sa filiation - spirituelle - également. Qui l'a fait roi? Qui le soutient? Qui sert-il? et partant, à quoi sert-il?

Parmi ceux qui sont «*fait*» Raymond Barre, du point de vue de la pensée, citons Georges BATAILLE, considéré comme philosophe talentueux et fondateur de la revue «*CRITIQUE*» qui accueillit dans ses colonnes, comme éditorialiste, Raymond Barre.

Dans cette équipe, n'oublions pas de signaler aussi François PERROUX, as du corporatisme, dont nous reparlerons, et Alexandre KOJEVE, spécialiste en France de Hegel, qui affirmait qu'il fallait accomplir l'histoire en cherchant dans «*un futur planétaire*» la réalisation de l'idée hégélienne. (!!!!!)

Quant à BATAILLE, lui, il justifiait le stalinisme à sa façon délicate... «*Il n'y a pas à choisir. Il (le stalinisme) a simplement ouvert par d'autres voix, un nouvel espace à la croissance, tout comme le fit jadis le capitalisme*»....

A eux deux, BATAILLE et KOJEVE, ils jetaient déjà en 1950, les bases d'un nouveau Yalta mondialiste économique. Ils avaient pour apprenti, leur Fils naturel, Raymond BARRE.

Mais parmi les mentors influents de Raymond BARRE, il serait injuste de ne pas insister sur le cas particulier de celui qu'il appelait avec déférence «*mon éminent maître*»: François PERROUX.

François PERROUX, à la fin des années quarante, était lui aussi considéré comme le plus brillant économiste français.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il était également l'un des plus brillants théoriciens du corporatisme de Vichy. A l'époque, il rédige un peu partout, dans des revues pétainistes telles «*la Communauté Française*», «*La Revue de la Révolution Nationale*», «*Idées*», et autres multiples brochures qui servent de couverture au pillage nazi entre 1942 et 1944.

Parmi ces œuvres immortelles, une influencera énormément Raymond Barre: «*Le Capitalisme*» et l'on retiendra cette exclamation du même François Perroux parce qu'elle résume toute la politique de cette école de pensée:

«*... Les pouvoirs publics prennent souci de l'enfant, de la mère, de la jeunesse, décident de protéger le patrimoine biologique, le sang, la race... Rome comme Berlin, comme Moscou, retrouvent le sens de la vie pleine, vigoureusement animale, pour être efficace, et tout entière tendue aussi à une amélioration de l'homme... L'économie du vingtième siècle, contrairement aux puérilités de l'économie de l'abondance, sera une économie communautaire...*».

Ce morceau de bravoure était proclamé en 1943! Il montre la Fascination de Perroux, de son équipe et de ses Fils spirituels pour les modèles totalitaires quelles que soient leurs méthodes: mussolinienne, hitlérienne, stalinienne.

François Perroux, théoricien acharné du «*corporatisme sans rivages*», était pour Raymond Barre un «*maître éminent*».

Malgré son pétainisme, «*l'éminent maître*», s'en est magnifiquement sorti à la Libération.

C'est qu'on avait besoin d'économistes, et la «*Fondation de synthèse des Sciences de l'Homme*» - qui avait fleuri sous l'occupation nazie - se transformait après la libération de Paris en «*Sciences, Action et Libération*». François Perroux - bien sûr - passa de l'une à l'autre et l'on oublia le théoricien de Vichy pour admirer le plus brillant économiste français.

Raymond Barre a bien suivi cet exemple dans son discours pétaino-gaullien. «*... Travail, Famille, Patrie... dans une France Libre...*».

Sans doute le rétablissement de Perroux, n'admet qu'une explication: il était au service d'une cause plus puissante, d'un niveau plus élevé que Vichy ou Londres.

C'est-à-dire au service des milieux qu'on appelle ceux de la «*Synarchie*», de la *Commission Trilatérale*, et du *Fonds Monétaire International*, toujours intéressés au «*contrôle des masses*», à «*l'utilisation sociale des Sciences Biologiques*», pour imposer leur modèle «*d'état corporatiste*» à l'échelle mondiale.

On le voit parmi ses «*parents terribles*», le Fils Raymond Barre a une dévotion particulière pour la commission trilatérale, et réserve toutes ses faveurs à la politique du *Fonds Monétaire International*.

Cette appartenance à la *Trilatérale*, nettement établie (ne disait-il pas en 1984, dans son poulet «*Réflexions pour Demain*»: «... *La Commission Trilatérale à laquelle j'ai le plaisir d'appartenir*»...) quel rôle politique est-il chargé de jouer en France?

D'abord, d'appliquer évidemment les projets réels de cette commission, bien éloignés des buts «*officiels*» annoncés par son porte-parole et créateur: DAVID ROCKFELLER.

Ceux-ci, rappelons-le étaient - sur le papier du moins - d'harmoniser les relations politiques, économiques, sociales et culturelles entre les 3 régions à économie de marché que sont le JAPON, l'EUROPE OCCIDENTALE, et les ÉTATS-UNIS. Avec, au deuxième degré, «*l'intégration progressive des pays socialistes au système financier international*».

En réalité, derrière cette façade de «*mondialisation*» se cache un projet inavoué, parce qu'inavouable encore, celui de la «*Réduction de la démocratie, regrettable mais nécessaire en période de crise économique*».

Il s'agit encore de réduire et si possible de supprimer la souveraineté nationale au bénéfice d'une soi-disant décentralisation, et créer une autorité supra-nationale capable d'imposer des réformes sociales réactionnaires et briser les organisations syndicales.

Ce but, ce pouvoir souhaités ne sont pas ceux des démocraties républicaines, mais ceux d'une élite oligarchique, ceux du totalitarisme bancaire international.

Observateur intéressé de ces efforts, Moscou apprécie en connaisseur. D'autant plus lorsque Raymond Barre écrit dans le journal «*LA SUISSE*» du 2 février 1984: «*le Rideau de Fer n'existe plus...*».

Dans ce schéma, la cohabitation «*Droite-Gauche*» est tout à fait dans le ton insufflé par Raymond Barre et ses mandants (parmi lesquels citons Henry Kissinger, Jimmy Carter, Giovanni Agnelli (Fiat), Georges Berthouin, Paul Volker, Bonetti, Paul Delouvrier, Alain Gomez (patron de gauche), Marcel Boiteux (EDF), Jimmy Goldsmith, Helmut Schmidt,... sans parler des encouragements des compagnons de route, J.B. Doumeng, Armand Hammer, et des discrètes bienveillances: Serge July, Gilberte Beaux... Catholiques sociaux, démocrates chrétiens et Fondation St-Simon.

Michel Rocard peut donc, au nom du bien monétaire international commun, rencontrer Jean Lecanuet, M. Stoléru, faire un brin de causette avec M. COT, M. Giscard d'ESTAING, deviser avec M. ATTALI.

Tous associés pour les seuls intérêts du F.M.I., tous revendiquant la pensée de Jean Monnet, tous admiratifs du *CLUB DE ROME*.

Raymond BARRE est donc bien aujourd'hui le danger immédiat. Celui qui appose en lettres d'or au fronton de sa méchante entreprise: «*LE PESSIMISME EST VERTUEUX*».

Si certains internationalismes sont séduisants ou tentants (pas celui des banques), il convient d'être toutefois pragmatique dans l'immédiat. Et l'immédiat est - pour les Républicains - de sauver la République - si possible - bien que le slogan fasse sourire - la République une et indivisible!

L'ennemi n'est plus à Jemmapes ou à Valmy, il est dans les bureaux trilatéralistes de Tokyo, Paris ou New York.

Partant, la République est en danger, et tous états d'âme cessants, il faut d'urgence faire pièce aux néfastes projets de M. BARRE et de ses amis.

Faire pièce, à la rigueur, au «*pessimisme vertueux*», aux idéologies de Vichy, pour que trébuchent le corporatisme et que vive la Nation, palliage obligé vers l'internationalisme ouvrier.

Jean CASAFELD.

LA NOUVELLE SAINTE FAMILLE...

Les premiers apôtres, les apôtres des ouvriers, seront des ouvriers, les apôtres du monde industriel et commerçant seront des industriels et des commerçants.

PIE XI (1)

Dans son éditorial de *Témoignage Chrétien* du 11 mai 1981, Georges Montaron se félicitait en ces termes de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République: «*Le travail dans lequel nous sommes engagés depuis quarante ans porte ses fruits, (...) des chrétiens, de plus en plus nombreux, s'engagent dans les luttes pour la justice sociale tandis que l'Église est de plus en plus présente en classe ouvrière*».

Effectivement, l'alliance de François Mitterrand et de ses amis politiques avec les diverses factions et fractions du néocléralisme date au moins des débuts de la cinquième République.

Dès la création de la *Convention des Institutions Républicaines* - qui fut le premier étage de la fusée porteuse de François Mitterrand vers les sommets de l'État - en 1964-65, les néocléricaux y firent leur entrée en nombre non négligeable et surtout en qualité. Y étaient en effet représentés: le Mouvement «*Christianisme Social*», les *Amis de Témoignage Chrétien*, la J.E.C., le SGEN-CFDT (tout frais émoulu de la CFTC où il avait été un fer de lance du groupe *Reconstruction*), les *Cercles d'études Lamennais*, *Citoyens 60* (émanation de *Vie Nouvelle* sous l'impulsion de Jacques Delors), le parti de la *Jeune République*, etc... sans compter les individus déjà infiltrés dans d'autres clubs ou organisations d'apparence «*laïque*».

Le «*présidium*» de la C.I.R. comptait parmi ses membres Pierre Lavau de *Citoyens 60* et parmi le «*groupe permanent*» se trouvait Jean Baboulène des *Amis de Témoignage Chrétien*, responsable national de la JEC en 1939, polytechnicien qui fut jusqu'à sa mort, en 1985, un des nombreux artisans effacés et efficaces du néo-cléralisme.

Donc, François Mitterrand devait bien à Georges Montaron les insignes «*d'officier dans l'Ordre national du Mérite*» qu'il lui remit à l'Élysée le 19 mai dernier.

Pour arroser cet heureux événement, *Témoignage Chrétien* réunit cinq cents de ses amis le premier juin dans les salons du Pavillon Gabriel, sur les Champs-Élysées. Les nourritures et boissons terrestres, c'est toujours ça de pris avant l'ascension vers le paradis «*moderniste*».

Le numéro suivant de l'hebdomadaire de la «*gauche chrétienne*» (fausse gauche parce que vraiment chrétienne) rend compte (2) de ce raout politico-spirituel en citant avec délectation les plus influents de ses amis présents et absents. La liste mérite d'être analysée avec soin.

Le premier cité est leur seigneur Vilnet, président de l'assemblée de l'épiscopat français, apportant la caution de ladite assemblée. Puis leur seigneur Gaillot, cet évêque d'Evreux qui a pour mission d'évangéliser et de contrôler les écologistes et les pacifistes, pour lesquels T.C. a les yeux de Chimène. Les jésuites étaient représentés par Henri Madelin, théoricien de la pénétration cléricale dans le mouvement ouvrier politique et syndical.

Ces bons pères bénissaient implicitement ce rendez-vous éminemment cohabitationniste, pour ne pas dire unanimiste. Car - outre les vieux amis comme Hervé Bourges et Pierre-Luc Séguillon, tous deux anciens rédacteurs en chef de T.C., le second en passe de quitter TF1 pour la télé-Hersant, et divers représentants des syndicats patronaux de presse - venaient ensuite: Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet du président de la République; François Devevey, du cabinet du ministre de la Culture et de la Communication, l'ineffable frère Léotard; Philippe Malaud, ministre de 1968 à 1974, président du CNIP (3), proche du *Club de l'Horloge* et allié du *Front National*; André Fosset, sénateur UDF-CDS, ministre de Chirac en 1976, ancien responsable du MRP; le sénateur et journaliste socialiste Claude Estier; les députés socialistes Jean-Pierre Fourré et

(1) PIE XI, *Encyclique Quadragesimo Anno*, Actes de S.S. Pie XI, tome VII (année 1931), Maison de la Bonne Presse, Paris 1936,172.

(2) *Témoignage Chrétien*, 8-14 juin 1987.

(3) CNIP: *Centre National des Indépendants et Paysans*.

Paul Quilès, ancien ministre, autre polytechnicien et ancien de la JEC, de la CGC, puis de la CFDT, repreneur peu chanceux du *Matin de Paris*; Bérard-Quélin, fondateur et animateur du club *Le Siècle* (rassemblement aussi homogène que la présente réunion) et vieux complice de François Mitterrand; Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD (4) ainsi que Menatto Benozzi, secrétaire général du CFCF(5) et prédécesseur du précédent au CCFD, venus apporter la caution tiers-mondiste à laquelle tient particulièrement T.C.; Henri Bizot, ancien PDG de la BNP, ancien (ou toujours) administrateur de sociétés éminemment charitables et philanthropiques comme *St-Gobain-Pont-à-Mousson*, animateur des groupes *Témoignage Chrétien* dès leur création ; René Basdevant, président du directoire de Sandoz-France; Lucien Bitterlin, militant gaulliste; Philippe de Saint-Robert; le président de VVF(6); un représentant de la *Fédération Léo-Lagrange* (7); l'inévitable président des *Amitiés Marc Sangnier*; etc...

Témoignage Chrétien étant, depuis toujours, un organe militant du compromis historique entre le Vatican et les staliniens, se devait d'être présent et le fut: les députés communistes Guy Ducoloné et Anicet Le Pors, le secrétaire général du PCF Georges Marchais, ainsi que les seconds couteaux Daniel Angleraud, secrétaire confédéral de la CGT, et Danièle Cirera, secrétaire national du *Mouvement de la Paix* (8). Bien qu'ils n'auraient pas déparé, il manquait malheureusement des «*rénovateurs*». Juquin doit se sentir frustré.

Manquaient aussi des représentants officiels de la CFDT, mais il va de soi qu'ils étaient présents en esprit.

S'étaient fait excuser: le cardinal Marty; Gilson, évêque du Mans; Le Cordier, ancien évêque de Saint-Denis; Pierre Mauroy, ancien premier ministre; Jacques Delors, le sinistre de l'austérité; Georges Ségué, ancien secrétaire général de la CGT; Michel Péricard, député RPR; Georgina Dufoix, ancien ministre et fana de la médecine version Rika Zarái; madame Mendès-France, veuve non abusive, car feu son époux entretenait des liens politiques concrets avec les milieux néocléricaux (cf. le colloque de Grenoble); Monique Pelletier; Edgar Pisani, transfuge du gaullisme pour le PS-néo-MRP; etc...

Observons que la rédaction de *Témoignage Chrétien* publie les deux listes de ce beau linge en commençant par les prélats. A chacun ses priorités. Il est bien normal que cette nouvelle Sainte Famille soit drivée par des curés.

Marc PRÉVÔTEL.

(4) CCFD: *Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement*. Rappelons que Philippe Farine, ancien secrétaire général du CCFD, ancien député MRP, fut un temps représentant... du PS auprès de l'*Internationale Socialiste*.

(5) CFCF: *Comité Français Contre la Faim*.

(6) VVF: *Villages Vacances Familles*, organisation de tourisme social contrôlée par la CFDT.

(7) *Fédération Léo-Lagrange*: organisation de tourisme social créée par Pierre Mauroy qu'il contrôle toujours en y ayant associés certains de ses bons amis néo-cléricaux.

(8) Pierre-Luc Séguillon fut un temps, lui aussi, secrétaire national du *Mouvement de la Paix*, ainsi que membre de la présidence du *Conseil Mondial de la Paix*.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
N° commission paritaire: 63 485.
Abonnement 1 an: 50fr.; Soutien: 100fr.
Sylviane HOCHARD C.C.P. NANTES 40 92 48 U
Directeur de publication: A. HEBERT
Secrétaire de rédaction: Joël BONNEMAISON.
